

# Le Sarkophage

COMPRENDRE, C'EST DÉSOBÉIR

## Europe : refondation ou dislocation

Michel Husson, *Le Sarkophage*, « On change tout ! », Hors-série n°4, avril 2012

L'Europe est en train de dévorer ses propres enfants. Il est urgent de réfléchir aux moyens de la refonder et, pour commencer, essayer de comprendre comment on en est arrivé là. En réalité, le ver était dans le fruit, pour une raison de fond : « rien, ni en théorie ni en pratique, ne permet d'étayer le postulat selon lequel la contrainte monétaire permettrait de forcer la convergence réelle des pays européens »<sup>1</sup>. La monnaie unique « postule la réalisation d'un espace homogène à laquelle elle est censée contribuer »<sup>2</sup>. Ou, pour reprendre une formule de Patrick Artus : « Forcer les pays de la zone euro à devenir homogènes n'a pas de sens »<sup>3</sup>.

L'euro était avant tout conçu comme un instrument de discipline budgétaire, et surtout salariale, en faisant des salaires la seule variable d'ajustement de trajectoires nationales hétérogènes. Mais ni les taux d'inflation, ni les taux de croissance n'ont convergé et le fractionnement de l'Europe a commencé bien avant la crise. Plutôt qu'une « dévaluation interne » (la baisse des salaires), les pays du Sud dont les taux d'inflation sont structurellement plus élevés (mais pour d'autres raisons qu'une dérive salariale) ont contourné l'obstacle. Ils ont profité de deux effets « pervers » (du point de vue néolibéral) de l'unification : d'une part, les déficits commerciaux n'entraînaient plus, par définition, de mise en cause de la monnaie nationale. En outre, les taux d'intérêt nominaux se sont alignés vers le bas, conduisant dans ces pays à inflation plus élevée, à des taux d'intérêt réels très faibles qui ont encouragé le développement de bulles immobilières.

La crise est venue mettre fin à cette fuite en avant, et par le jeu du transfert des dettes privées vers les dettes publiques, a frappé plus brutalement les pays de l'Europe du Sud. En ce sens, la crise est un révélateur du caractère tronqué, bancal, bref non soutenable, de la construction européenne néolibérale. Force est de constater qu'une monnaie commune, conservant la possibilité d'ajustements à l'intérieur de la zone, aurait été préférable. Mais il faut insister sur cette autre idée : il n'y avait pas qu'un seul moyen de construire l'Europe, et ce n'était pas être « anti-européen » que de dire non à Maastricht ou au projet de traité. De ce point de vue, Jacques Delors porte une lourde responsabilité pour avoir soutenu que la voie choisie importait peu, puisque, la nature ayant horreur du vide, le social finirait bien par se greffer sur le noyau dur monétaire et budgétaire. Un argument analogue a été mis en avant lors de l'acceptation par Lionel Jospin du traité d'Amsterdam en 1997, et se retrouve aujourd'hui dans les justifications des socialistes à leur vote en faveur du « Mécanisme Européen de Stabilité ».

<sup>1</sup> Michel Husson, « Les mystères de Maastricht », 1996, <http://hussonet.free.fr/eurolibe.pdf>

<sup>2</sup> Michel Husson, dans Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française ?* La Découverte, 2001, <http://hussonet.free.fr/eurolib.pdf>

<sup>3</sup> *Flash* n°150, Natixis, 17 février 2012, <http://gesd.free.fr/flas2150.pdf>

Il est grand temps de bifurquer et d'adopter une autre conception possible, qui prenne en compte les difficultés propres à l'unification économique de pays hétérogènes. Ce projet est celui de l'harmonisation, et s'oppose point par point à celui qui mise tout sur la mise en concurrence, « libre et non faussée ». Les axes essentiels d'une telle orientation sont bien connus et ont été longuement analysés. Sur le plan économique, il faudrait commencer par unifier la fiscalité, notamment sur les entreprises, de manière à mettre fin au *dumping* fiscal et à alimenter un budget communautaire conséquent (alors qu'il plafonne aujourd'hui à 1 % du Pib). Il permettrait de financer des fonds d'harmonisation sociale, des investissements publics socialement utiles et s'inscrivant dans une planification écologique concertée. Un système de salaires minimum, calculés en fonction des salaires moyens de chaque pays, permettrait de réduire la mise en concurrence des salariés, et d'enclencher un processus de convergence. La législation sociale devrait également être harmonisée vers le haut, des services publics européens mis en place plutôt que de programmer leur privatisation, etc. Tout ne serait pas réglé, des débats restent ouverts, par exemple sur la question d'un protectionnisme européen, mais ces grandes lignes dessinent un projet cohérent avec l'objectif d'unification européenne. Il faut y ajouter un dernier élément, la mutualisation des dettes publiques avec la possibilité pour la Banque Centrale Européenne de financer directement les déficits, sans devoir passer sous les fourches caudines des « marchés ».

Ces grandes lignes s'opposent point par point au fédéralisme qui est en train de se mettre en place au fil des mesures de « sauvetage » des Etats ... et des banques. L'ensemble de directives baptisé *six-pack* et le Mécanisme Européen de Stabilité sont en train de durcir l'encadrement des politiques budgétaires. Mais ils franchissent clandestinement un nouveau pas, en retenant le coût salarial unitaire parmi les indicateurs « pour la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques ». Cela veut dire qu'un pays dont les salaires évolueraient de manière trop différente de la moyenne pourrait au bout du compte être sanctionné. Il y a là une tentative de transfert de souveraineté sur une question - le salaire - qui n'entraîne pas jusqu'ici dans le champ des compétences communautaires. Ce fédéralisme-là constitue un saut qualitatif dans la gestion néolibérale de l'Europe. Il dessaisit les citoyens de toute expression démocratique, au profit d'une caste bureaucratique appliquant aveuglément des normes stéréotypées. Plus que jamais, pour dire les choses simplement, cette Europe défigurée est tout entière au service de la finance et du capital.

Faut-il alors s'extraire de cette gangue ou se résigner à attendre des jours meilleurs, quand 27 gouvernements mieux inspirés jetteraient les bases d'une autre Europe ? Ce serait assurément, si l'on se permet cette allusion, repousser aux calendes grecques la naissance de cette « bonne » Europe. Mais sortir de l'euro et rompre avec l'euro-libéralisme sont deux choses différentes. La sortie de l'euro permettrait deux choses : financer le déficit par la Banque centrale, et dévaluer pour rétablir la compétitivité. C'est ce dernier argument qui est le plus souvent mis en avant, car il répond en partie à l'un des principaux vices de construction de l'Europe. Mais il oublie les coûts énormes d'une telle issue : la dette publique auprès des non-résidents, libellée en monnaie forte, augmenterait du taux de la dévaluation. La « nouvelle » monnaie serait directement exposée, sans protection, à la spéculation et, surtout, cela reviendrait à ouvrir une guerre commerciale sans fin, aux conséquences non maîtrisées.

Il faut toujours revenir à la distinction entre mesures coopératives - celles qui réussissent d'autant mieux qu'elles sont généralisées - et non-coopératives, celles qui ne fonctionnent que si les autres pays ne les prennent pas. Cette distinction est fondamentale, compte tenu du degré d'intégration des économies européennes, et permet d'opposer deux conceptions très différentes d'une possible sortie de crise. La première peut être qualifiée de souverainiste, parce qu'elle trouve son salut en opposition au reste du monde, présenté comme responsable de tous les maux. Cette congruence spontanée avec la thématique nationaliste explique d'ailleurs pourquoi le Front National fait de la sortie de l'euro son cheval de bataille. La conception solidaire parie au contraire sur les effets démultiplicateurs d'une généralisation des mesures coopératives. C'est la seule qui permette d'éviter d'avoir à choisir entre deux austérités : celle des institutions européennes et celle du capital national.

Il n'est donc pas question de se laisser enfermer dans une fausse alternative, entre une aventure hasardeuse – la sortie de l'euro – et une harmonisation utopique. La voie est certes étroite, et ne peut exister qu'à la condition de rompre avec l'Europe réellement existante, mais au nom d'une autre Europe. Il faut établir un rapport de forces, ce que n'ont compris ni Zapatero, ni Papandréou, en s'appuyant sur la légitimité des solutions progressistes. Autrement dit, aller à l'encontre des règles du jeu européennes pour engager la transformation sociale, protéger cette expérience, tout en la proposant comme alternative à l'Europe actuelle.

L'Europe n'est pas une belle idée, ni un luxe. C'est l'échelle appropriée pour les politiques sociales et écologiques plus que jamais nécessaires. La fuite en avant forcenée de l'Europe néolibérale à laquelle on assiste aujourd'hui compte sur deux variables d'ajustement essentielles : le progrès social et la lutte contre le réchauffement climatique. Ce projet doit être combattu parce qu'il conduit à la dislocation sociale et à l'éclatement de l'Europe.